



# C.P.I.D.

## Président d'honneur

André CHASSAIGNE

Ancien Député du Puy-de-Dôme

## Présidente

Christine ARRIGHI

Députée de la Haute-Garonne

## Vice-présidents

Philippe GOSELIN

Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC

Député de l'Ardèche

Vincent LOUAULT

Sénateur d'Indre-et-Loire

## Comité parlementaire pour un Iran démocratique

### Soulèvement populaire en Iran

Le dimanche 28 décembre 2025, une nouvelle vague de protestations populaires, centrée sur des grèves et des soulèvements des commerçants du Grand Bazar de Téhéran, a rapidement gagné de nombreuses villes, parmi lesquelles Machhad, Kermanshah, Hamadan, Kerman, Karaj, Malard, Zanjan, Ahvaz et Dergahan sur l'île de Qeshm. Ces manifestations, qui ont débuté par des revendications professionnelles et économiques, se sont très vite transformées en rassemblements et en manifestations de rue à caractère ouvertement politique.

Selon des rapports, de vastes secteurs du centre de Téhéran ont été le théâtre d'une présence massive de manifestants et de confrontations avec les forces de l'ordre et les unités anti-émeutes. L'usage massif de gaz lacrymogènes, de matraques et de tirs de sommation contre des foules non armées a été signalé. Néanmoins, à plusieurs reprises, les jeunes manifestants, par leur résistance et leur détermination, ont contraint les forces de répression à reculer.

Le lundi, l'extension simultanée des grèves et des protestations dans diverses villes du pays a révélé le caractère national de ce soulèvement et la profondeur du mécontentement social. Les slogans scandés contre le Guide suprême, contre le président de la République et les appels au renversement du régime montrent que ces protestations ont dépassé les seules difficultés de subsistance pour porter une critique directe de la structure politique et du mode de gouvernance en Iran. Les réactions des médias officiels et des sources sécuritaires du régime, qui évoquent « l'organisation des protestations », « le risque de politisation des revendications économiques » et le rôle de l'opposition démocratique des Moudjahidine du peuple, traduisent elles-mêmes l'inquiétude profonde du pouvoir face à la poursuite et à l'extension de cette situation.

Madame Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), commentant les slogans de ces manifestations, a déclaré : « La chute accélérée de la monnaie nationale, l'inflation galopante, la récession sans précédent et la discrimination ainsi que la corruption systémique du régime ont épuisé la très grande majorité du peuple iranien. » Elle a ajouté que les manifestants, par leurs slogans, « ont mis le doigt à la fois sur la racine du problème, à savoir le système de la Velayat-e faqih (suprématie du guide suprême), et sur la solution, à savoir la résistance et le soulèvement. »

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) suit avec une profonde inquiétude l'évolution de la situation actuelle et réaffirme le droit du peuple iranien à manifester pacifiquement, à la liberté d'expression et à la dignité humaine. La répression violente des citoyens manifestants constitue une violation flagrante des engagements internationaux de la République islamique en matière de droits de l'homme et appelle une réaction responsable des institutions parlementaires et internationales.

**Christine ARRIGHI**

Présidente

Le 31 décembre 2025